

ecojustice



FONDATION
DAVID SUZUKI
Un monde. Une nature.



SNAP
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA



East Coast
Environmental Law



environmental
defence

GREENPEACE



SeaBlue
CANADA



Le 29 octobre 2024

L'honorable Karina Gould

Leader du gouvernement à la Chambre des communes

L'honorable Andrew Scheer

Leader à la Chambre de l'opposition officiel

Monsieur Alain Therrien

Leader à la Chambre du Bloc Québécois

Monsieur Peter Julian

Leader à Chambre du Nouveau Parti démocratique

Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes

Objet : Projet de loi C-73, Loi sur la responsabilité envers la nature

Chers.ères leaders parlementaires et membres du Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes,

Nous sommes profondément préoccupé.e.s par l'absence de progrès au sujet du projet de loi C-73, Loi concernant la transparence et la responsabilité en rapport avec certains engagements du Canada dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, depuis son dépôt à la Chambre des communes le 13 juin 2024. Nous vous demandons de permettre la reprise du débat en deuxième lecture dès que possible et de faire passer le projet de loi à l'étape de l'étude en comité parlementaire cet automne.

Nous appelons également le Comité permanent de l'environnement et du développement durable à entreprendre une étude préliminaire de ce projet de loi, ainsi que des amendements nécessaires pour le renforcer. Cela permettrait de rattraper le temps perdu et d'ouvrir la voie à son adoption avant les vacances d'hiver.

Nos organisations plaident depuis longtemps en faveur d'un cadre législatif qui, en parallèle de la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité, permettrait de veiller à la redevabilité du Canada afin qu'il respecte ses engagements relatifs au Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal. Une nouvelle loi devrait inclure des mécanismes de reddition de comptes robustes et des objectifs nationaux complémentaires.

Bien que nous ayons accueilli favorablement le dépôt du projet de loi C-73 en juin, des amendements sont nécessaires pour renforcer ses mécanismes de redevabilité et responsabilité, et garantir son efficacité. La loi doit également respecter les droits des peuples autochtones à leurs terres et à leurs cours d'eau, et leur droit de gouverner et gérer leurs territoires traditionnels conformément à leurs savoirs et à leurs lois. Nous demandons à tous les partis de soutenir le renvoi de ce projet de loi en comité, où des amendements pourront être étudiés.

Cette semaine a lieu la 16e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (COP16) à Cali, en Colombie, où les gouvernements évaluent les avancées entourant la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, adopté il y a deux ans à Montréal. À cet effet, nous croyons qu'une loi sur la responsabilité est essentielle pour assurer une mise en œuvre réussie des engagements du Canada. Le Parlement a ici une occasion unique de répondre à l'appel de la COP16 et à l'urgence de la crise mondiale de la biodiversité en faisant progresser le projet de loi C-73.

L'ensemble de la population canadienne valorise la nature, ainsi que les principes démocratiques de transparence et de responsabilité. Près de 90 000 personnes ont signé [la pétition de Greenpeace](#) réclamant une loi forte sur la protection de la nature. Ne laissez pas les jeux politiques entraver l'adoption d'un cadre visant à assurer la redevabilité du Canada en ce qui concerne ses engagements envers la nature. Nous vous prions de prioriser le projet de loi C-73 dans l'agenda législatif en le faisant passer en deuxième lecture, puis à l'étude en comité sans délai.

Ecojustice
Fondation David Suzuki
The ChariTree Foundation
East Coast Environmental Law
Environmental Defence
Greenpeace Canada
Nature Canada
SeaBlue Canada
Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP Canada)
WWF-Canada

cc. L'honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique